

EMMANUEL MACRON

ROBIN DES RICHES



attac

www.france.attac.org

7 MILLIARDS DE CADEAUX FISCAUX AUX PLUS RICHES

- ISF : exonération des patrimoines financiers : 3,5 milliards
- Impôt sur les revenus financiers réduit à 30 % : 1,5 milliard
- Suppression de la taxe sur les dividendes : 2 milliards
- Suppression de la plus haute tranche de la taxe sur les salaires des banquiers : 300 millions

QUI VA PAYER ? LES PLUS PAUVRES ET LES PLUS FRAGILES, AINSI QUE LES SERVICES PUBLICS

- Réduction de 5 € des APL et des aides au logement : -1,7 milliard d'euro
- Suppression des contrats aidés : -1 milliard d'euros
- Suppression de 120.000 postes de fonctionnaires d'ici 5 ans : -5,8 milliards/an

BUDGET 2018 : LES PAUVRES PAIENT POUR LES RICHES !

Le gouvernement veut baisser les dépenses publiques et, en même temps, réduire les recettes en diminuant les prélèvements obligatoires au prétexte de « libérer » l'économie. Ce sont les grandes entreprises et les ménages les plus riches qui en profiteront. L'OFCE a démontré que 46 % des mesures fiscales prévues par Emmanuel Macron seront concentrées sur les 10 % les plus riches. Deux cadeaux fiscaux emblématiques doivent leur être accordés :

- leurs revenus financiers bénéficieront désormais d'un prélèvement forfaitaire maximal de 30 %, la « flat tax », qui leur permettra d'échapper à la progressivité de l'impôt sur le revenu ;
- les patrimoines financiers seront exonérés de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Ce sont donc 4,5 milliards d'euros cumulés de soutien public pour le patrimoine et les revenus financiers au détriment des emplois aidés, de l'aide au logement ou d'un plan d'investissement pour l'enseignement supérieur.

Emmanuel Macron est bien un « Robin des riches » au service d'une minorité, les 1 %. À nous les 99 %, de faire obstacle à sa politique et de porter nos alternatives au service de la majorité des citoyen-ne-s.

POURTANT DE L'ARGENT, IL Y EN A... IL FAUT ALLER LE CHERCHER LÀ OÙ IL SE TROUVE !

Le nouveau scandale des « Paradise Papers » montre, 18 mois après celui des « Panama Papers », comment les responsables politiques, les ultra-riches, les multinationales continuent à échapper à l'impôt en pratiquant massivement l'évasion fiscale. Il prouve que les paradis fiscaux ne sont pas une anomalie du système... ils en sont un rouage essentiel !

Légaux ou pas, les montages fiscaux qui permettent à des ultra-riches et des multinationales d'échapper à leur juste part d'impôt sont inacceptables. Ils aggravent les déficits publics, contribuent à l'injustice fiscale, à la baisse du consentement à l'impôt et minent l'un des piliers de la démocratie. Plutôt que de prendre les mesures pour faire payer leurs justes parts d'impôts aux ultra-riches et aux multinationales, les gouvernements préfèrent stigmatiser les plus pauvres et les chômeurs·euses, les mal logé·e-s ou les salarié·e-s.

Les États ne manifestent aucune volonté politique sérieuse de s'attaquer à l'évasion fiscale et les scandales reviennent périodiquement. Le plus grand scandale : ce sont les lanceurs·euses d'alerte et les citoyen·ne-s qui se mobilisent pour la justice fiscale qui sont poursuivi·e-s, à la place des fraudeurs.

Peut-on s'étonner que des gouvernements qui, comme ceux de Macron et de Trump, baissent les impôts sur les ultra-riches et sur les bénéficiaires des grandes entreprises laissent faire les mêmes quand ceux-ci organisent leur propre évasion fiscale ?

NOUS EXIGEONS L'INSTAURATION D'UNE TAXE GLOBALE SUR LES MULTINATIONALES.

Cette taxe consiste en une répartition équitable des bénéfices imposables des multinationales sur la base d'indicateurs objectifs de leur activité dans chaque pays : nombres de salarié·e-s, équipements (usines, points de vente...) et niveau de vente. Concrètement, si une multinationale dispose de 10 % de ses salarié·e-s, de ses équipements et réalise 10 % de ses ventes dans un pays, alors 10 % de son bénéfice global sera imposé dans ce pays, au taux en vigueur. Cette taxe peut tout à fait être appliquée à l'échelle de la France. Mais elle sera d'autant plus efficace si elle est mise en œuvre collectivement, notamment via des coopérations renforcées entre plusieurs pays déterminés à mettre un terme à l'évasion fiscale des multinationales.

La taxe globale sur les multinationales pourrait être le socle d'une nouvelle donne mondiale, où les paradis fiscaux et la concurrence fiscale n'auraient plus leur place. Nous appelons toutes celles et ceux qui souhaitent obtenir une victoire décisive sur l'évasion fiscale à signer et relayer notre appel et à se mobiliser pour qu'elle devienne une réalité.

Je signe l'appel : <https://attac.org/l/taxemulti>